

# ACTION URGENTE

## DES DÉFENSEURS DU DROIT À LA TERRE SONT MENACÉS ET ATTAQUÉS

**Le défenseur des droits humains Ramon Choc est mort à la suite d'une violente agression et d'autres défenseurs sont menacés, tandis que les attaques contre ceux qui défendent les droits à la terre et au territoire se multiplient au Guatemala. Les autorités guatémaltèques doivent prendre des mesures afin de diligenter des enquêtes exhaustives sur ces crimes et veiller à ce que tous les défenseurs puissent mener leurs activités sans craintes pour leur sécurité.**

Dans la soirée du 30 mai, deux hommes non identifiés ont attaqué violemment **Ramon Choc Sacrab**, dirigeant indigène q'eqchi', à Ixloq San Pedrito, dans la municipalité de Cobán, dans le centre du Guatemala. Il a succombé à ses blessures le 1<sup>er</sup> juin. Ramon Choc était un leader régional du Comité paysan du plateau andin (CCDA). Ce jour-là, il avait participé à une marche pour la justice en faveur de trois défenseurs des droits humains assassinés au Guatemala en mai. Ramon Choc a été impliqué, au nom de sa communauté, dans le processus de négociation et de dialogue avec le gouvernement pour trouver une solution au conflit foncier touchant sa communauté et bien d'autres dans la région. Il avait signalé avoir reçu des menaces et un mandat d'arrêt lui avait été décerné dans ce contexte. La police locale a déclaré que l'attaque n'était pas liée à son travail, mais à une bagarre entre ivrognes. Cette version ne correspond pas aux informations fournies par les organisations locales et les témoins. Amnesty International s'est adressée au bureau du procureur, mais n'a obtenu aucune information.

Il s'agit de la troisième attaque contre des dirigeants du Comité paysan du plateau andin (CCDA) dans la région de Cobán en moins d'un mois, ce qui soulève des préoccupations quant à la sécurité de ses dirigeants régionaux et nationaux. Ces événements s'inscrivent dans un contexte de violences récurrentes contre les défenseurs qui s'occupent des droits liés à la terre, au territoire et à l'environnement.

Selon les informations reçues par Amnesty International, le coordinateur général de la Coordination centrale paysanne Ch'orti' Jour nouveau (CCCND), **Jacobo Omar Jerónimo**, a signalé plusieurs actes mettant en péril sa sécurité, notamment des menaces de mort et une descente illégale dans les locaux du CCCND. Un membre du Comité d'unité paysanne (CUC) a également signalé avoir reçu des menaces de mort en lien avec son travail au cours des dernières semaines.

### **DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en espagnol ou dans votre propre langue) :**

- demandez aux autorités de diligenter dans les meilleurs délais une enquête impartiale et approfondie sur le meurtre de Ramon Choc Sacrab et sur les violences visant les défenseurs mentionnés dans cette action. Il faut que les enquêtes tiennent compte de l'hypothèse selon laquelle ces attaques peuvent être des actes de représailles liés à leurs activités légitimes en tant que défenseurs des droits humains, comme mentionné dans l'Instruction générale pour les enquêtes sur les crimes visant les défenseurs des droits humains adoptée récemment ;
- demandez-leur de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des membres menacés du CCDA, de la CCCND et du CUC, conformément à leurs souhaits ;
- appelez-les à faire avancer l'adoption d'une politique publique de protection des défenseurs des droits humains, conformément aux critères minimums définis par la Cour interaméricaine des droits de l'homme dans l'affaire *Défenseur des droits de l'Homme et autres c. Guatemala*.

### **ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 13 JUILLET 2018 À :**

#### Procureure générale

María Consuelo Porras  
Fiscal General de la República  
15 avenida 15-16 zona 1 Edificio Gerona 8º  
Nivel, C.P. 01001 Ciudad de Guatemala,  
Guatemala  
Courriel :  
mariadelcarmengarciaescobar@gmail.com  
Twitter : @MPguatemala

**Formule d'appel : *Estimada Señora***  
**Fiscal / Mme la Procureure générale,**

#### Ministre de l'Intérieur

Enrique Antonio Degenhart Asturias  
6a avenida 13-71 zona 1, C.P. 01001  
Ciudad de Guatemala, Guatemala.  
Courriel : ministrodegobnacion@mingob.gob.gt  
ob.gt (cc: smvasquez@mingob.gob.gt)  
Twitter : @mingobguate

**Formule d'appel : *Estimado Señor***  
**Ministro, / Monsieur le Ministre,**

#### **Copies à :**

#### Président de la COPREDEH

Jorge Luis Borrayo  
Commission présidentielle de coordination  
de la politique du pouvoir exécutif en  
matière de droits humains (COPREDEH)  
Avenida La Reforma 2-18, zona 9, Ciudad  
de Guatemala, Guatemala  
Courriel : coprekeh@coprekeh.gob.gt

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Guatemala dans votre pays (adresses à insérer) :**

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number Email address Salutation

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 97/18. Pour plus d'informations : <https://www.amnesty.org/fr/documents/amr34/8417/2018/fr/>

**AMNESTY**  
**INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## DES DÉFENSEURS DU DROIT À LA TERRE SONT MENACÉS ET ATTAQUÉS

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

Au Guatemala, les défenseurs des droits humains mènent leurs activités dans un contexte extrêmement hostile, en particulier lorsqu'ils s'occupent des droits fonciers, territoriaux et environnementaux. Ils sont constamment victimes de menaces, de manœuvres d'intimidation, d'agressions, de campagnes de diffamation et de stigmatisation. Selon l'Unité pour la protection des défenseurs des droits humains au Guatemala (UDEFEFUGUA), une organisation non gouvernementale (ONG) guatémaltèque, 10 défenseurs ont été tués depuis le début de l'année 2018. En 2017, l'UDEFEFUGUA a enregistré 496 attaques visant des défenseurs.

En mai 2018, le procureur général a publié en interne l'Instruction générale présentant des lignes directrices afin d'enquêter efficacement sur les attaques visant les défenseurs des droits humains.

Le CCDA est une organisation paysanne fondée en 1982 qui promeut l'accès aux terres et les droits du travail des paysans mayas. Il a signalé avoir déjà été la cible d'attaques et de manœuvres d'intimidation. En juin 2016, le dirigeant autochtone Daniel Choc Pop a été tué à San Juan Tres Ríos. Plusieurs attaques contre ses locaux et ses dirigeants ont eu lieu en juin 2017. En mai 2018, José Can Xol et Mateo Chamám Paau, deux dirigeants locaux du CCDA, ont été assassinés dans les communautés de Choctún Basilá et San Juan Tres Ríos. Tous deux étaient mobilisés pour la protection et la défense de leurs communautés dans le cadre d'un litige foncier de longue durée. Ils avaient participé à la table ronde de négociation et de dialogue pour trouver des solutions, en collaboration avec les autorités nationales, au sujet des multiples conflits fonciers touchant les communautés dans la région.

En mai 2018, Luis Arturo Marroquin, membre de la coordination nationale du Comité de développement paysan (CODECA) a été abattu à San Luis Jilotepeque, dans le centre-est du Guatemala. Les faits ont eu lieu une semaine après que le président Jimmy Morales s'est montré irrespectueux envers le CODECA et a discrédité ses activités dans un discours public, le 2 mai.

En 2014, la Cour interaméricaine des droits de l'homme a ordonné au Guatemala d'adopter et de mettre en œuvre une politique complète de protection des défenseurs des droits humains dans sa décision *Défenseur des droits de l'Homme et autres c. Guatemala*. Malgré quelques progrès, cette politique publique est toujours en cours d'élaboration. L'impunité demeure la règle dans la plupart des cas de menaces et d'agressions visant des défenseurs guatémaltèques.

Il est fréquent que le système judiciaire soit utilisé abusivement pour incriminer des défenseurs des droits humains et tenter ainsi de démanteler les mouvements et les organisations, en épuisant les militants et en les évinçant de l'espace public. Pour en savoir plus, voir le rapport d'Amnesty International intitulé "*We are defending the land with our blood*": *Defenders of the land, territory and environment in Honduras and Guatemala* (<https://www.amnesty.org/en/documents/amr01/4562/2016/en/>) et *Americas: State Protection Mechanisms for Human Rights Defenders* (<https://www.amnesty.org/en/documents/amr01/6211/2017/en/>).

Noms : Ramon Choc Sacrab (h), Jacobo Omar Jerónimo (h) et d'autres membres du Comité paysan du plateau andin (CCDA), de la Coordination centrale paysanne Jour nouveau (CCCND) et du Comité d'unité paysanne (CUC).

Hommes et femmes

Action complémentaire sur l'AU 97/18, AMR 34/8515/2018, 1<sup>er</sup> juin 2018

